

HIER

ÉCONOMIE

Un café des initiatives sur les zones franches



Comme tous les premiers jeudis du mois, le café des initiatives a réuni, hier matin, à la maison des initiatives à Nîmes, des acteurs du monde économique, des chefs d'entreprise, mais aussi le directeur de la DDTE, Gilles Champenois ; des représentants du conseil général et de Nîmes Métropole ; des associations Mille couleurs et Espoir ; le proviseur du collège Diderot, l'élue de l'opposition Jany Arnéguy, sur le sujet : "Zones urbaines sensibles : le bilan 2005". Le débat, très intéressant, était animé par Jacques Mura, président de l'association des résidents économiques nîmois des zones urbaines sensibles du Gard (Aren) et membre du conseil de l'observatoire national des zones urbaines sensibles : « *L'effet pervers des zones franches serait que les gens qui habitent dans une tour en descendent pour travailler à quelques pas. Il faut de la mixité, de l'embauche dans les quartiers sensibles, mais aussi ailleurs dans la ville. L'urgence, c'est de donner un vrai statut social à ces jeunes qui ne croient plus en rien.* » Sans langue de bois, chacun a fait part de son expérience ou écouté les solutions envisagées. Et les zones franches ont démontré l'importance de leurs retombées : les dégâts ont ainsi été moins importants qu'ailleurs dans les zones franches lors des derniers événements dans les cités.

A Nîmes, l'idée a séduit les entreprises qui ont souvent embauché plus des 20 % d'habitants obligatoires dans leur équipe. Des 220 entreprises et leurs 300 emplois en 1996, on compte désormais, à Nîmes, 700 entreprises et 2 400 emplois. « *Avec l'objectif d'une extension prochaine de la zone franche de Kilomètre delta et la création envisagée d'une deuxième zone franche à l'Est de Nîmes, au Chemin-Bas d'Avignon et au Mas de Mingue* », souligne Jean Audibert, chargé du développement économique de Nîmes Métropole, conscient de la lourdeur technique mais de l'importance capitale du dossier.